

Rapport du Commissaire aux Comptes

Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MJC – PMT La Voulte relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport..

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés par sondages de leurs correctes applications.

Les achats et les ventes enregistrés au compte de résultat ont été contrôlés au moyen d'une revue analytique et de sondages sur pièces, notamment dans le but de valider la séparation des exercices, l'exhaustivité et la réalité de ces enregistrements.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux membres de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Péray , le 29 mai 2024

Cabinet JAVELAS - ESCOFFIER
Mme Nathalie JAVELAS
Associée



BILAN
Exercice 2023

Actif	Montant brut	Amort. /prov.	Exercice 2023	Exercice 2022	Passif	Exercice 2023	Exercice 2022
Immobilisations incorporelles	11 682,02	11 382,02	300,00	600,00	Fonds associatif	158 802,63	158 802,63
Immobilisations corporelles	279 563,80	251 081,58	28 482,22	33 941,58	Boni de fusion	1 012,69	1 012,69
Immobilisations financières	500,00	-	500,00	500,00	Résultat de l'exercice	11 378,61	30 877,84
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	291 745,82	262 463,60	29 282,22	35 041,58	Report à nouveau	37 992,07	68 869,91
Stock et en-cours	-	-	-	-	Subventions d'investissement	-	-
Créances	481 521,87	-	481 521,87	426 961,15	TOTAL FONDS PROPRES	186 428,78	197 807,39
Usagers	18 113,28	-	-	-	PROVISION pour risques et charges	285 433,61	277 163,23
Prestations/Subventions à recevoir	446 297,62	-	-	-	FONDS DEDIES	-	-
Fournisseurs débiteurs	4 878,68	-	-	-	Avances et acptes reçu	-	-
Autres	12 232,29	-	-	-	Dettes Financières	66 947,76	26 029,13
Valeurs mobilière de placement	-	-	-	-	Dettes Fournisseurs	108 090,14	104 075,66
Disponibilité	178 211,75	-	178 211,75	180 024,92	Dettes Fiscales et sociales	-	-
Compte courant bancaire	98 165,71	-	-	-	Autres	-	-
Livret bancaire	78 966,07	-	-	-	TOTAL DETTES A COURT TERME	175 037,90	130 104,79
Caisse	1 079,97	-	-	-	Compte de régularisation	-	-
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	659 733,62	-	659 733,62	606 986,07	Produits constatés d'avance	43 953,58	38 706,35
Charges constatées d'avance	1 838,03	-	1 838,03	1 754,11	COMPTES DE REGULARISATION	43 953,58	38 706,35
Charges à répartir	-	-	-	-	TOTAL DES RESSOURCES	690 853,87	643 781,76
COMPTES DE REGULARISATION	1 838,03	-	1 838,03	1 754,11			
TOTAL DES EMPLOIS	953 317,47	262 463,60	690 853,87	643 781,76			



COMPTE DE RESULTAT
Exercice 2023

CHARGES	Exercice 2023	Exercice 2022	PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
60 Achats	128 899,22	123 731,68	Participation Usagers	266 540,43	249 667,72
61 Services extérieurs	194 788,31	213 100,91	Prestations de Services CAF	604 794,55	533 990,12
62 Autres services extérieurs	64 955,20	69 589,16	70 Total Produits des Services	871 334,98	783 657,84
63 Impôts et taxes	75 064,31	82 777,03	Etat	7 107,00	12 440,36
64 Charges de personnel	1 219 582,60	1 269 360,83	Conseil Départemental de l'Ardèche	24 800,00	23 550,00
65 Autres charges de gestion courante	2 405,80	2 043,79	Mairie de La Voulte sur Rhône	271 614,96	291 614,96
68 Dotation aux amort. et provisions	59 220,73	25 530,01	Communauté d'agglomération CAPCA	440 533,22	420 221,91
			Caisse d'Allocations Familiales Ardèche	41 256,46	35 268,94
			Mutualité Sociale Agricole	21 727,52	16 722,66
			Autres subventions	5 709,25	1 822,67
			74 Total Subventions	812 748,41	801 641,50
			75 Autres produits de gestion courante	7 374,26	8 023,82
			781 Reprise sur amort. et provisions	38 278,23	103 125,57
			791 Transferts de charges	4 123,00	3 378,26
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 744 916,17	1 786 133,41	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 733 858,88	1 699 826,99
66 Charges financières	-	-	76 Produits financiers	1 688,21	22 091,26
686 Dotation aux amort. et prov. financières	-	-	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1 688,21	22 091,26
TOTAL CHARGES FINANCIERES	-	-	77 Produits exceptionnels	4 814,93	39 128,76
67 Charges exceptionnelles	6 824,46	5 791,44	787 Reprise sur amort. et prov. exceptionnelles	-	-
687 Dotation aux amorti. et prov. excepti.	-	-	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 814,93	39 128,76
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 824,46	5 791,44	TOTAL PRODUITS	1 740 362,02	1 761 047,01
TOTAL CHARGES	1 751 740,63	1 791 924,85	RESULTAT (insuffisance)	11 378,61	30 877,84
RESULTAT (excédent)			TOTAL GENERAL DES PRODUITS	1 751 740,63	1 791 924,85
TOTAL GENERAL DES CHARGES	1 751 740,63	1 791 924,85	VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	195 240,00	205 053,42
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	195 240,00	205 053,42			



ANNEXE SIMPLIFIEE 2023

1. PRINCIPES, METHODES ET REGLES COMPTABLES :

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018 (relatif à la réforme du plan comptable associatif, applicable au 1^{er} janvier 2020), et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

2. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF :

2.1 - Variation de l'actif Immobilisé

	01/01/2023	Entrées	Sorties	31/12/2023
Immobilisations incorporelles	11 682,02	-	-	11 682,02 €
Logiciels	11 682,02	-	-	11 682,02 €
Immobilisations corporelles	284 171,10	6 912,76	11 520,06	279 563,80 €
Construction sur sol d'autrui	1 092,12	-	-	1 092,12 €
Agencements et instal. générales	25 995,33	4 951,20	-	30 946,53 €
Matériel informatique	30 234,20	-	1 064,00	29 170,20 €
Matériel de bureau	2 445,39	-	902,55	1 542,84 €
Matériel d'activités	75 926,14	-	1 195,05	74 731,09 €
Matériel audiovisuel	10 141,90	-	3 784,49	6 357,41 €
Matériel de transport	80 252,51	-	-	80 252,51 €
Mobilier	38 819,06	1 012,56	3 896,22	35 935,40 €
Matériel électroménager	19 264,45	949,00	677,75	19 535,70 €
Immobilisations financières	500,00	500,00	500,00	500,00 €
Dépôts et cautions	500,00	500,00	500,00	500,00 €
Total	296 353,12	7 412,76	12 020,06	291 745,82 €

L'association a utilisé le mode linéaire pour toutes les immobilisations.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Logiciel : 36 mois
- Equipements : 60 mois, 120 mois
- Matériel d'activités : 36 mois, 60 mois
- Matériel audiovisuel : 24 mois, 60 mois
- Matériel informatique : 36 mois
- Matériel de bureau : 36 mois, 60 mois
- Matériel électroménager : 36 mois, 60 mois
- Mobilier de bureau : 60 mois
- Matériel de transport : 60 mois



2.2 - Créances

Montant des créances incluses dans les postes du bilan :	481 521,87 €
• Usagers, associations, divers :	18 113,28 €
• Prestations et subventions à recevoir :	457 140,31 €
> C.A.F. (prestations de services et bonus territoire)	197 475,56 €
> M.S.A. (prestations de services)	8 721,88 €
> CAPCA (subvention)	230 422,27 €
> Autres communes (hors La Voulte/Rhône)	8 074,59 €
> Autres subventions (CARSAT - AURACS - CD07 aide aux familles))	1 603,32 €
> Uniformation (OPCO - Remboursement frais de formation)	10 842,69 €
• Fournisseurs débiteurs :	4 878,68 €
> Avoirs	3 409,28 €
> Acomptes versés	1 469,40 €
• Autres :	1 389,60 €
> CPAM (Indemnités journalières)	545,00 €
> HUMANIS (Indemnités journalières)	250,60 €
> Autre compte deb. (banque erreur en notre faveur)	594,00 €

2.3- Charges constatées d'avance

Le montant de ces charges figurant au bilan (1 838.03€) concerne l'exploitation normale des activités. Il se compose principalement de maintenance informatique, d'abonnements et d'adhésions ayant un rythme annuel différent de l'année civile.

3. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE BILAN PASSIF

3.1 – Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements font l'objet d'une intégration au résultat comptable au même rythme que l'amortissement du bien dont l'acquisition est financée. L'intégralité des subventions ont été réintégrées, le matériel acquis par ces subventions est amorti.

3.2 – Provisions pour risques et charges

	01/01/2023	Dotation	Reprise	31/12/2023
Provision Indemnité de Fin de Carrière (IFC) ⁽¹⁾	255 895,00	43 786,00	17 010,00	282 671,00
Provision pour risque ASP et subventions publiques ⁽²⁾	18 800,00	0,00	18 800,00	0,00
Provision Indemnité de précarité ⁽³⁾	2 468,23	2 762,61	2 468,23	2 762,61
Total	277 163,23	46 548,61	38 278,23	285 433,61

(1) Le taux d'actualisation 2023 de la provision IFC est de 3.20 % (3.60 % en 2022).

(2) Dans le cadre de la crise sanitaire, l'association avait fait des demandes de placements de ses salariés en activité partielle. Une circulaire parue en janvier 2021 indique une éventuelle incompatibilité de ces indemnités avec certaines subventions publiques. Dans l'attente d'interprétations plus précises et par prudence, une provision des sommes concernées a été réalisée pour l'année 2020. Le risque s'éloignant, la moitié de la provision a été reprise en 2022, l'autre moitié est reprise sur l'exercice 2023, mettant fin à cette provision.

(3) La provision indemnités de précarité correspond à la somme due à un salarié ayant un contrat à déterminée en cours au 31/12/2023.



3.3 – Dettes à court terme

Les dettes d'un montant total de 175 037,90 €, sont à échéance inférieure à un an. Elles correspondent essentiellement aux provisions congés payés, heures à récupérer et aux charges afférentes (107 294,54 €) ainsi qu'aux dettes fournisseurs au 31 décembre 2023 pour 66 947.76 €.

3.4 - Produits constatés d'avance

D'un montant total de 43 953,58 €, ces produits sont liés aux recettes d'adhésions et d'activités pour la saison 2023-2024 fonctionnant sur deux exercices et dont le paiement annuel a lieu lors des inscriptions au mois de septembre.

4 - ELEMENTS D'INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 - Transferts de Charges

Ce poste, d'un montant de 4 123,00 €, correspond à un remboursement d'assurances.

4.2 - Charges et produits exceptionnels

- Le total des charges exceptionnelles de 2023 est de 6 824,46 €, il se compose essentiellement de charges sur exercices précédents (6 689.46 €).
- Le total des produits exceptionnels de 2023 est de 4 814.93 €, il se compose essentiellement de produits exceptionnels sur exercices antérieurs (4 761.78 €).

4.3 - Frais des administrateurs de l'association

Pas de frais enregistrés en 2023.

4.4 – Honoraires Commissariat aux Comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes comptabilisés pour l'exercice 2023 s'élèvent à 4 900 €.

5 – VALORISATION DES CONTRIBUTIONS

Au cours de l'exercice, l'association a bénéficié de contributions correspondant au bénévolat, et aux mises à disposition de biens et de personnes par des entités tierces. Cet ensemble peut être estimé comme suit :

NATURE	MONTANT EVALUÉ
Concours de la Mairie de La Voulte-sur-Rhône	149 640,00 €
Equipements sportifs, écoles :	55 290,00 €
Mise à disposition de locaux + fournitures d'entretien et fluides	40 800,00
Mise à disposition de personnels	14 490,00
Site Pierre Rabhi	94 350,00
Mise à disposition de locaux + fournitures d'entretien et fluides	49 550,00
Mise à disposition de personnels	44 800,00
Concours des Mairies de Beauchastel, et St Laurent du Pape : espaces micro-accueil et relais d'assistantes maternelles :	9 600,00 €
Mise à disposition de locaux + fournitures d'entretien et fluides	4 800,00
Mise à disposition de personnels	4 800,00
Bénévolat	36 000,00 €
Total	195 240,00 €

6 - AUTRES INFORMATIONS

6.1 - Effectif du personnel

40 salariés en CDI étaient présents au 31/12/23 représentant 29.32 équivalent temps plein (5.11 hommes et 24.21 femmes). Sur l'année 2023, 85 personnes différentes ont été salariées par notre structure (dont 25 en contrat d'engagement éducatif). Il convient de rajouter à l'effectif global 1.5 ETP de personnels mis à disposition par la mairie de La Voulte-sur-Rhône sur le site Pierre Rabhi.



6.2 - Formation du personnel

Aux dépenses de formation comptabilisées en 2023 (765.63 €, hors salaires), il faut ajouter les coûts de formations financées par notre OPCO (Uniformation) qui s'élèvent à 10 842.69 €.

6.3 - Indemnités journalières CPAM

Le total des indemnités journalières perçues de la CPAM venant diminuer la masse salariale brut s'élève à 4 752.07 € pour 2023.



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice au 31 décembre 2023

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la MJC-MPT La Voulte, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint Péray, le 29 mai 2024

Cabinet JAVELAS - ESCOFFIER

Nathalie Javelas

Associée

